

processus. On peut raisonnablement se demander si les États-Unis, en suivant une politique plus constructive, n'auraient pas pu ralentir la radicalisation de la politique socio-économique de la Grenade et le rapprochement de celle-ci avec des États dont les Américains, justement, ont toujours cherché à diminuer l'influence dans la région. Vouloir imposer des conditions aux mouvements radicaux du tiers-monde n'est pas très sensé puisqu'ils sont dirigés par des éléments déjà mal disposés envers les pays occidentaux, éléments qui, se sentant exploités et dominés depuis toujours par ces derniers, leur gardent une profonde rancune et savent pouvoir compter, éventuellement, sur les pays rivaux des États-Unis, pays avec lesquels ils possèdent de nombreuses affinités.

Avec l'arrivée de Reagan au pouvoir, les Américains se sont montrés encore plus intransigeants, malgré les multiples ouvertures tentées par la Grenade. La *United States International Communications Agency* a tout de suite déclenché contre le régime Bishop un véritable assaut médiatique mené avec le concours de plusieurs grands journaux de la région.⁸⁴ De son côté, la CIA a mis en oeuvre un programme de déstabilisation encore plus important que par le passé, mais elle a dû mettre fin à ses activités en juillet 1981 sur ordre du *Senate Intelligence Committee*.

Toutefois, l'arme économique restait le moyen de pression préféré de l'administration Reagan, qui s'opposait notamment au principal projet de développement en cours à la Grenade, à savoir la construction de l'aéroport international de Pointe-Saline. Pour la Grenade comme pour de nombreuses îles des Antilles, le tourisme constitue la principale source de devises étrangères, et l'expansion de ce secteur offre donc des perspectives de développement très intéressantes, surtout si le pays organise l'industrie de façon à conserver une bonne part des bénéfices. Toutefois, les efforts déployés par la Grenade pour exploiter son potentiel touristique se heurtaient à un obstacle : l'aéroport Pearls était trop petit pour accueillir les avions gros porteurs. Le projet de Pointe-Saline fut donc conçu pour redresser la situation, mais il nécessitait des investissements considérables (environ 70 millions de dollars, d'après les premiers calculs). Les Grenadins se sont donc adressés à une multitude de pays et d'institutions multilatérales en vue d'obtenir le financement nécessaire.

Les États-Unis, craignant que l'aéroport servirait de base ou d'escale aux appareils soviétiques, se sont opposés au projet et ils ont

⁸⁴ Thorndike, *op. cit.* (note 71), p. 123.